LETTRE D'INFORMATION N° 35 – Novembre 2014

MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

LE RÉSEAU DES CADRES ET DE L'EXPERTISE TERRITORIALE

Sommaire

À LA UNE

Une instance nationale de concertation sur les effets des réformes pour les agents publics

Un décret paru au Journal officiel du 24 octobre crée une nouvelle formation spécialisée du Conseil commun de la fonction publique (CCFP) qui sera chargée d'examiner "les questions relatives aux modifications de l'organisation et du fonctionnement des services publics au regard de leurs conséquences sur les agents publics". En toute logique, le texte élargit en outre le champ des compétences de l'instance consultative "aux conséquences des réformes de services publics sur la situation des agents publics".
Localtis.info, 24 octobre 2014

Réduire les inégalités salariales entre femmes et hommes

La nouvelle Note du Conseil d'analyse économique (CAE) dresse un état des lieux des inégalités salariales persistantes entre femmes et hommes en France et quantifie leurs causes. Les trois auteurs proposent sept pistes d'action pour réduire durablement ces inégalités, au-delà d'une approche juridique, circonscrite à l'égalité des droits. Elles concernent l'école, le couple et la législation sociale et fiscale.
CAE - Note n° 17, 13 octobre 2014

Le travail collaboratif, vecteur de mieux-être au travail

L'édition 2014 des « Rencontres : Mieux-être au travail : bienveillance, santé et collaboration » s'est déroulée le 24 juin à Lyon. Organisée par Apicil, les Cabinets Psya et PrevHom, cette manifestation a mis en évidence le lien entre travail collaboratif et qualité de vie au travail.
ANACT, 18 septembre 2014



AGENDA



Une pour tous, toutes pour le service public !
ETS2014 à Lyon, 10 décembre 2014

Nouvelle gouvernance : à votre santé !
ETS2014 à Lyon, 10 décembre 2014

K'pratik : Quel(le) manager êtes-vous ?
ETS2014 à Lyon, 10 et 11 décembre 2014

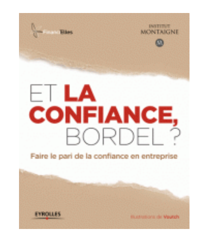
En mode labo : Décider. Comment ?
ETS2014 à Lyon, 10 décembre 2014

Usagers-agents : question de tempo
ETS2014 à Lyon, 11 décembre 2014

MANAGEMENT

Les leaders doivent-ils privilégier les résultats ou les individus?
Matthew Lieberman
Qu'est-ce qu'un bon leader ? La question a toujours fait couler beaucoup d'encre, et ce n'est pas fini. En 2009, James Zenger a publié une étude fascinante, réalisée auprès de 60 000 salariés, destinée à identifier comment les différentes caractéristiques d'un leader doivent se combiner afin qu'un chef soit perçu comme un «excellent» meneur d'hommes. Parmi ces caractéristiques, Zenger a notamment examiné l'attention accordée aux résultats et les compétences sociales.
Harvard Business Review, 20 octobre 2014

Et la confiance, bordel ? - Faire le pari de la confiance en entreprise



Institut Montaigne, Financi'Elles ; ill. de Voutch
Eyrolles, 2014 – 243 p.
Stress, absentéisme, burn-out, désengagement des cadres : que s'est-il passé dans les entreprises depuis 30 ans ? À la base de tout cela, un déficit de confiance. Cet ouvrage explore les racines de ce " mal français " qu'est la défiance, ses différentes déclinaisons dans l'entreprise et ses conséquences concrètes sur son fonctionnement. Surtout, il donne les clés pour penser autrement notre vivre-ensemble, de la transformation du management et du dialogue social à la recherche de projets fédérateurs, de la refondation du système scolaire à l'intégration des nouvelles générations.

Miser sur l'humain
Pour les DG confrontés au marasme financier qui touche les collectivités, l'heure est à l'action. Mais avec quelles solutions ? D'abord, compter davantage sur une gestion éclairée des ressources humaines, accorder une plus grande place à « l'humain ». Mais quand même, en resserrant les cordons de la bourse.
Lettre du cadre territorial, 16 octobre 2014

Les cadres territoriaux sont-ils facteur de performance ou source de coûts inutiles ?
Pour réduire la masse salariale, la tentation est grande de se séparer des meilleurs cadres. Une aberration totale à l'époque où les collectivités ont d'abord besoin de talents.
Lettre du cadre territorial, 30 octobre 2014



POLITIQUE ET STRATÉGIE RH

Comment les centres de gestion comptent s'adapter à la réforme territoriale

La Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG) travaille à l'élaboration d'une proposition de loi censée adapter ces structures à la nouvelle donne qui sera issue de la réforme territoriale. Des dispositions concerneront aussi la fonction publique plus généralement.
Localtis.info, 24 octobre 2014

Les onze pistes de Villes de France pour "faire mieux avec moins de ressources"

L'association regroupant les villes et agglomérations de taille moyenne a dévoilé ses propositions pour optimiser la dépense publique locale. Elle prône notamment une réforme de la fonction publique territoriale.
Localtis.info, 23 octobre 2014

L'Institut Montaigne veut des fonctionnaires travaillant plus mais payés autant

Le think tank libéral juge nécessaire de revoir la durée du temps de travail des agents publics en supprimant notamment certains dispositifs dérogatoires et en adaptant les dotations de l'État aux collectivités selon la durée effective de travail des personnels. Stop à la chasse aux fonctionnaires ! s'agacent les organisations syndicales.
Acteurs publics, 9 octobre 2014

DIALOGUE SOCIAL

Négociation sur les carrières : la préparation et la mise en œuvre des accords prendront du temps

Les négociations sur l'amélioration des carrières et de la rémunération des agents ont commencé sans que le gouvernement ait levé le voile sur l'enveloppe qu'il pourrait consacrer au chantier. Ce qui occasionne la prudence des organisations syndicales. Elles feront probablement des salaires un thème central de leur campagne pour les élections professionnelles, qui se dérouleront le 4 décembre prochain.
Localtis.info, 8 octobre 2014

GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

L'Unccas passe au crible les personnels des CCAS

L'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Unccas) publie une étude sur "Le personnel au sein des CCAS/Cias : profil des agents et spécificités de l'environnement de travail". Ce travail, qui sera remis aux participants du congrès de l'Unccas ces 15 et 16 octobre à Nice, a été réalisé en partenariat avec l'Institut national des études territoriales (Inet) et avec le soutien de la Mutuelle nationale territoriale (MNT). Il donne une vision des postures, des perceptions et des attentes des 128.000 agents de la fonction publique territoriale exerçant au sein d'un CCAS.
Localtis.info, 14 octobre 2014

Quel intérêt d'élaborer un tableau des emplois?

Instaurer un tableau des emplois peut être un chantier RH fédérateur en début de mandat. Il apporte une cohérence globale et une lisibilité de l'organisation, une gestion simplifiée, mais aussi du sens et de la reconnaissance aux agents.
Lettre du cadre territorial, 29 septembre 2014
La note relative au tableau des emplois du CDG29

Titularisation - Loi "Sauvadet" : un premier bilan en demi-teinte

Fin juillet, des sénateurs ont établi un premier bilan de la mise en oeuvre de la loi « Sauvadet ». Ils concluent à une implication diverse des employeurs et à des disparités dans les modalités d'application, confirmées par les témoignages de collectivités et d'organisations syndicales.
Gazette des communes, 6 octobre 2014, n° 2239, p. 60-62

Emploi : la montée en puissance des parcours individualisés
La gestion individualisée des parcours, qui n'est plus réservée aux cadres, progresse dans les collectivités. Les formations à la carte, la rémunération variable et le coaching figurent aux premiers rangs des outils les plus utilisés.
Gazette des communes, 27 octobre 2014, n° 2242, p. 55-56

G(P)EC: mode d'emploi
MILLET Marianne
Dans un contexte de fortes mutations du service public et des modalités d'exercice de ses missions, les politiques de Ressources humaines deviennent un levier essentiel de pilotage des collectivités. La connaissance des postes et des compétences détenues par les agents devient majeure. Les démarches de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences visent à assurer la cohérence entre les compétences détenues par les agents et les besoins des collectivités. Si ces démarches sont des maillons essentiels d'un pilotage RH efficient, elles doivent avant tout rester pragmatiques.
Wiki territorial, août 2014

Arrêts maladie des agents : les contrôles sont renforcés
Les fonctionnaires malades ne doivent pas tarder à envoyer à leur employeur l'avis d'interruption de travail délivré par leur médecin. Sinon, ils s'exposent désormais à un rappel à l'ordre et, en cas de nouvelle négligence, à une réduction de moitié de leur rémunération, comme c'est déjà le cas dans le secteur privé. Annoncé par la ministre en charge de la fonction publique dès le mois de février 2013, en même temps que la suppression du très controversé jour de carence, le renforcement du contrôle des arrêts maladie dans la fonction publique, est en effet en vigueur depuis ce 6 octobre.
Localtis.info, 6 octobre 2014

Découvrez l'influence du vieillissement de la population active sur les absences pour raison de santé…
Le vieillissement de la population active est très souvent avancé pour justifier l'augmentation des absences au travail pour raison de santé dans les collectivités territoriales et les établissements hospitaliers. Est-ce justifié ?
SOFCAP - Lettre d'information N°22, octobre 2014

FORMATION - CONCOURS

La formation des agents territoriaux : Bilan, analyse et perspectives d'avenir
La mission de l'inspection générale de l'administration devait s'attacher à dresser le bilan de la loi du 27 février 2007 en matière de formation, et dresser un état des lieux des actions de formation des agents par catégorie. Ces questions ont fait l'objet d'un second rapport, remis en juillet et publié ce jour. Il dresse un bilan sous trois aspects : un bilan quantitatif et financier, une approche par les acteurs de la politique de formation, une analyse des principaux dispositifs de la loi. Le panorama de la formation est contrasté : depuis 2007 le nombre de jours de formation par agent a baissé.
Inspection générale de l'administration, 14 octobre 2014

En quoi consiste la réforme de la formation professionnelle ?
Vidéo sur le site du Monde du 16 octobre 2014

Formation : la proposition de loi Cherpion détricotée avant son passage à l'Assemblée nationale
La proposition de loi relative à la simplification et au développement du travail, de la formation et de l'emploi, déposée le 24 juillet 2014 à l'Assemblée nationale, doit être discutée à partir du 9 octobre. Le texte, qui a été vidé de sa substance en commission des affaires sociales le 1er octobre 2014, prévoit un retour aux 39 heures et des mesures en matière d'apprentissage et de stages.
Localtis.info, 2 octobre 2014

SANTÉ ET SECURITÉ AU TRAVAIL

Le travail peut-il devenir supportable ?
Le travail demeure une source de plaisir pour certains, mais pour beaucoup d'autres, il est devenu difficile à supporter. Yves Clot, psychologue du travail, et Michel Gollac, sociologue, présentent leur nouvel ouvrage "Le travail peut-il devenir supportable ?" dans une interview exclusive… *Anact, 14 octobre 2014*

Pénibilité au travail : prévenir et accompagner
Ce colloque qui s'est déroulé le 3 juillet à l'Assemblée nationale avait pour objectifs, en réunissant des représentants de l'ensemble des acteurs concernés, de formuler des propositions concrètes d'évolutions législatives et réglementaires afin que cette problématique de la pénibilité au travail soit mieux prise en compte dans la fonction publique territoriale.…
CNFPT, 30 octobre 2014

GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

Faute d'une commune qui, en titularisant un agent à la condition qu'il s'engage à demander son départ, contraint celui-ci à demander sa disponibilité
CAA Versailles N° 13VE00481 - 2014-05-15

Refus de titularisation et licenciement en fin de stage d'un agent stagiaire en congé de maladie
CAA de MARSEILLE N° 13MA03507 - 2014-05-06

Démission d'un agent public - Appréciation des motifs permettant d'assimiler cette démission à une perte involontaire d'emploi
CAA Paris N° 13PA00414 - 2014-05-06

Obligation de proposer une intégration au bout de cinq ans de détachement – Modalités
Conseil d'État N° 371098 - 2014-09-19

Modalités d'intégration à l'occasion d'un détachement de longue durée
Conseil d'État N° 371098 - 2014-09-19

Condition de fond nécessaire à la caractérisation d'un abandon de poste
Conseil d'État N° 365918 - 2014-09-26

Placement en surnombre - Il n'y a pas urgence à suspendre la décision contestée
Conseil d'État N° 374419 - 2014-09-22

Refus de protection fonctionnelle
Conseil d'État N° 364536 - 2014-10-01

Lutte contre la précarité dans la fonction publique - Rejet de renvoi d'une QPC au Conseil constitutionnel
Conseil d'État N° 382497 - 2014-10-01

Licenciement d'un agent contractuel pour carences professionnelles
CAA LYON N° 13LY01118 - 2014-05-20

Stagiaire - Classement lors de la titularisation
CAA Paris N° 13PA02176 - 2014-05-14



Les décisions de licenciement en cours de stage doivent être motivées
Conseil d'État N° 365868 - 2014-09-22

Agent public recruté pour une durée déterminée - Décision de non renouvellement pour des motifs tirés de l'intérêt du service
CAA de PARIS N° 13PA03702 - 2014-07-31

Accès à un corps par promotion interne - Prise en compte des périodes accomplies dans le cadre de contrats relevant du droit privé au sein d'un service public administratif
Conseil d'État N° 363482 - 2014-10-01

Prescription applicable aux demandes de liquidation ou de révision d'une pension : l'administration est tenue de porter une appréciation sur le comportement du pensionné
Conseil d'État N° 373120 - 2014-10-08

Agent contractuel recruté en vertu d'un CDI et dont l'emploi est supprimé - Cas d'un agent qui dispose, en tant que titulaire, d'un droit à réintégration dans son administration d'origine
Conseil d'État N° 365052 - 2014-10-10

Fonctionnaire en congé de maladie à la date du transfert dans un service chargé de la mise en oeuvre de compétences transférées d'une commune à un EPCI
Conseil d'État N° 369533 - 2014-10-10

Droits d'auteur d'un agent public - Possibilité pour le maître d'ouvrage d'y porter atteinte sous certaines conditions
Conseil d'État N° 353168 - 2014-10-15

Prise en charge d'un fonctionnaire dont l'emploi est supprimé - Les dispositions s'appliquent lorsque la suppression de l'emploi intervient alors qu'il est en poste
CAA Marseille N° 12MA03095 - 2014-05-06

Licenciement d'un agent justifié par son incapacité à exercer l'ensemble de ses fonctions, révélée notamment par son manque de rigueur ou encore son opposition à sa hiérarchie
CAA de NANCY N° 13NC01337 - 2014-05-28

Exercice du droit syndical en dehors des heures de service ou pendant des jours de repos (SNSPP-PATS 36)
CAA N°13BX00190 - 2014-10-27

